

Hautes Terres Communauté

Le 31 juillet 2025

Envoyé en préfecture le 05/08/2025 Recu en préfecture le 05/08/2025

Publié le 05/08/2025

Berger Levrault

ID: 015-200066637-20250731-2025_DPRSDT_234-AR

DECISION PRESIDENT N°2025-DPRSDT-234

4.2 - Personnel contractuel

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU PRESIDENT

Le Président de Hautes Terres Communauté

Objet : Recrutement d'un agent contractuel pour accroissement saisonnier d'activité

Vu le Code général de la fonction publique et notamment l'article L.332-23-2°;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération n°2024-CC-206 en date du 09 décembre 2024 portant délégation d'attributions du Conseil communautaire au Président ;

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel afin de faire face à l'accroissement de l'activité dans le cadre des travaux de tri de documents et d'archivage ;

Considérant que le candidat remplit les conditions générales de recrutement énumérées à l'article 2 du décret susvisé du 15 février 1988 modifié, dont l'aptitude physique est attestée par certificat médical ;

DECIDE

Article 1 : De recruter, en application de l'article L.332-23 du Code général de la fonction publique, un agent contractuel pour les périodes du 05 août au 08 août 2025, puis du 09 septembre au 12 septembre 2025 ;

Article 2 : Que les conditions principales d'embauche sont les suivantes :

- Fonction : agent polyvalent ;
- Durée de la mission : 20 heures hebdomadaires ;
- Rémunération sur la base de l'IB 367 IM 366, indemnité de congés payés 10 %;

Article 3 : Dit que les crédits correspondants sont inscrits au budget primitif 2025 ;

Article 4 : Il sera rendu compte de la présente décision au prochain Conseil communautaire ;

Article 5 : Madame la Directrice de Hautes Terres Communauté et Monsieur le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le Président,

Didier ACHALME

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.